

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Antisémitisme et antisionisme

L'ODIEUSE provocation qu'a constituée l'interview dans *L'Express* de l'ancien commissaire aux questions juives du régime de Vichy a soulevé dans notre pays une émotion considérable. Dans les plus hautes sphères de la bourgeoisie même, mais aussi et surtout dans le peuple. Les propos qu'a tenus cet individu ont provoqué une indignation mêlée de colère. Et cela est une bonne chose. C'est une bonne chose que l'on se souvienne que des gens comme ce Darquier de Pellepoix ont envoyé six millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans les chambres à gaz du seul fait qu'ils étaient Juifs et que cela ne laisse pas indifférent.

L'antisémitisme, c'est-à-dire le racisme antijuif est l'un des pires fléaux qu'aura connus l'humanité. Les restes d'Auschwitz sont là pour qu'on s'en souvienne et pour qu'on veille particulièrement à ce que ce racisme, à ce que tout racisme, ne puisse un jour relever la tête dans notre pays.

Ceci dit, on en entend déjà venir, à la radio, dans les journaux, excuser un crime par un autre « *Voyez ces gens, disent-ils, et ce qu'ils ont souffert. Ils ont bien le droit d'être tranquilles chez eux aujourd'hui* ».

Et voilà comment, mettant à profit un juste sentiment envers une communauté qui a souffert un martyr, on voudrait nous faire accepter un autre martyr, celui du peuple palestinien. Chassé de chez lui, réduit à l'état de réfugié et d'assisté, un peuple entier, des millions de personnes, vit aujourd'hui dans des camps et il y survit depuis trente années. Et cela, aucune autre souffrance ne peut le justifier.

Quel massacre nazi pourrait justifier la massacre de Deir Yassine, cet Oradour sur-Glane, perpétré il y a 30 ans en Palestine, par Begin, le « prix Nobel de la paix » ?

Quelle mort d'un enfant juif dans un four crématoire pourra justifier la mort d'un enfant palestinien sous les bombes au napalm d'Israël ?

Un racisme peut-il en justifier un autre ? Car une des formes de racisme, c'est bien ce qu'est le sionisme, système idéologique et politique impliquant l'existence d'un État, Israël, fondé sur des critères exclusivement raciaux.

A cette tentative d'assimilation souvent faite entre antisémitisme et antisionisme, nous disons non. Nous refusons le mélange de deux choses qui n'ont rien à voir et qui sont même le contraire l'une de l'autre. Être antisémite, c'est être raciste, être antisioniste, c'est lutter contre un racisme, une autre forme de racisme.

Bien sûr, certains, c'est le cas des dirigeants soviétiques notamment, mêlent habilement à dessein dans leur propagande antisémitisme et antisionisme. Il suffit pour cela de taxer d'agent du sionisme tout individu qui s'élève contre l'ordre des nouveaux tsars et qui a le malheur d'être juif.

Tout en étant aux avant-postes de la lutte contre l'antisémitisme, nous ne cesserons d'apporter notre soutien à la lutte du peuple palestinien contre le sionisme, contre le racisme.

Serge FOREST

Voir article page 6

PAS moins de quatre millions de locataires vont faire les frais du projet de loi du gouvernement sur les loyers.

Tous les loyers du secteur libre vont être augmentés à partir du 1er janvier 1979, au bas mot, de 8%.

Après quoi, les propriétaires, grâce au gouvernement, auront carte blanche pour pratiquer les loyers qu'ils voudront.

Les loyers HLM ne seront pas « épargnés », une hausse de 11% semestrielle pourrait entrer en vigueur, aussi, dès le 1er janvier 1979.

Ces augmentations ne sont pas isolées, elles sont à rattacher à celles sur l'eau, sur les impôts locaux, etc.

Se loger devient un luxe

Des loyers encore plus lourds en 1979

Voir article page 3

IRAN

- La production de pétrole est bloquée
- L'opposition s'unit autour de Khomeiny

CINQUANTE morts, tel est le bilan de ces derniers jours d'émeute en Iran.

Dans toutes les villes, des manifestations regroupant entre 30 000 et 100 000 personnes éclatent tous les jours. A plusieurs reprises, l'armée est intervenue.

Partout aussi des incendies sont allumés comme à Zandjan par exemple où pas un seul bâtiment administratif ne reste debout, intact. C'est une véritable insurrection.

Les grèves touchent les secteurs vitaux de l'économie : la plus spectaculaire est celle des ouvriers des raffineries de pétrole dont la raffinerie d'Abadan, la plus grosse du monde.

L'Iran qui produit chaque jour cinq millions de barils, est le deuxième exportateur mondial ; il n'est plus en mesure d'assurer le ravitaillement. Déjà des pétroliers de 200 000 tonnes sont bloqués dans les ports. Les ouvriers de ces raffineries sont qualifiés et ne sont pas remplaçables par les militaires.

L'approvisionnement en gaz naturel vers l'URSS est lui aussi coupé. Les grèves qui au départ étaient d'ordre économique se sont transformées en grèves politiques. Les travailleurs iraniens ont obtenu des augmentations de salaire et maintenant ils exigent le départ du Shah, le retour de la démocratie, la libération des prisonniers politiques.

A Téhéran, l'armée qua-



drille la ville mais ne peut empêcher les réunions sauvages, les manifestations qui se mettent en branle çà et là.

Face à cette situation, les rats, comme toujours, quittent le navire. Deux ministres, le porte-parole du gouvernement et celui de la Justice ont démissionné. On assiste à une fuite des capitaux. Ce sont cinquante millions de dollars qui, chaque jour partent d'Iran.

Le gouvernement fait quelques concessions mais en même temps continue d'envoyer l'armée contre les manifestants. Il a annoncé un grand nombre de mises à la retraite au sein de la haute direction de la police politique, la SAVAK. Cependant, les arrestations se poursuivent.

Incapable de faire face d'une manière ou d'une autre à la situation, le Shah paraît

en mauvaise posture.

Va-t-il y avoir une prise de pouvoir par les militaires ou alors le gouvernement va-t-il céder la place à l'opposition ? Rien ne permet encore de le dire.

Pendant ce temps, l'opposition s'organise autour de l'ayatollah Khomeiny. Celui-ci refuse toute solution de compromis (il a refusé de recevoir les émissaires du gouvernement) et il a déclaré récemment :

« Jusqu'à présent, nous avons combattu le régime seulement par des manifestations, des protestations et des grèves. Si cela ne suffit pas et que la situation devient intolérable pour le peuple, nous pourrions envisager de donner la permission pour une lutte armée populaire ».

Lundi, à l'issue d'une rencontre entre l'ayatollah Khomeiny et Sandjabi, leader du Front national (le principal parti de l'opposition), ce dernier a déclaré qu'il était en parfait accord avec Khomeiny fait nouveau car, jusqu'à présent, il se présentait comme « plus modéré ».

Il est probable que derrière cet accord de principe, existent des dispositions concrètes en vue de former un gouvernement après la chute de celui du Shah. On ne connaît précisément que les accords de principe et la question de l'avenir de l'Iran reste encore entière.

Evelyne LE GUEN

Que se passe-t-il à la SFP ? (voir pages 4 et 5).

40 000 manifestants à Bilbao

Contre le terrorisme, pour les droits du peuple basque



UNE dizaine de personnes (policiers ou gardes civiles) tuées en un mois : tel est le bilan des actions que mène depuis un mois l'ETA-militaire au nom de la lutte pour la reconnaissance des droits du peuple basque. Ces droits, nous les considérons comme justes et légitimes. Toutefois, il est indéniable que ces actions terroristes ne permettent pas d'avancer dans ce

sens mais, au contraire, elles favorisent ceux qui aimeraient le retour à une Espagne franquiste. Samedi dernier, une manifestation de 40 000 personnes s'est déroulée à Bilbao. Son but était de condamner le terrorisme mais aussi le gouvernement responsable de cette situation explosive et de réaffirmer les revendications du peuple basque.

La lutte du peuple basque pour la reconnaissance de ses droits spécifiques est ancienne. Avec la libéralisation du régime, la fin du franquisme, surgit de nouveau l'espoir d'aboutir rapidement. Un espoir déçu.

Si le gouvernement a fait des concessions, nombre de revendications ne sont pas satisfaites. On peut citer plusieurs exemples.

LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

Alors qu'il existe maintenant un Conseil général basque, la présidence est confiée à un membre du PSOE et non à un militant nationaliste. Cette décision fait suite à un accord passé entre le gouvernement et les socialistes.

Puis il y eut l'affaire de l'inscription dans la future Constitution espagnole, de la reconnaissance des « fueros », droits dont bénéficie traditionnellement le peuple basque. Là encore le PS et le gouvernement se sont unis pour repousser les revendications des nationalistes. Les militaires, qui se proclament garants de la Constitution ont vite fait de déclarer que cette inscription serait inconstitutionnelle, le gouvernement s'est empressé de tenir compte de leur avis.

Enfin, le droit au bilin-

guisme n'est pas reconnu pour le pays basque alors qu'il l'est pour la Catalogne, le gouvernement prétendant que l'euskera n'est utilisée que par une minorité.

Par cette attitude de refus perpétuel, le gouvernement alimente une situation qu'il s'empresse de condamner et de réprimer.

C'est pour cette raison que le PNV (Parti national basque) organisateur de la manifestation samedi à Bilbao a refusé au parti gouvernemental, l'UCD, le droit de s'y associer. Expliquant que le but de la manifestation était de condamner le terrorisme mais aussi et surtout ses causes, Inaki Anasagasti, dirigeant nationaliste déclarait alors : « Les gens qui viennent à la manifestation pour aller contre l'ETA se trompent de manifestation ».

DES ACTIONS NEFASTES

Faire le point sur les causes d'un phénomène ne revient pas à le valider loin de là. Ces actions terroristes ont eu pour l'instant comme conséquence de redonner du poil de la bête à la frange de la bourgeoisie qui aimerait bien revenir au temps du franquisme. Désorganisation de l'économie, de l'Etat, autant d'arguments qui portent dans ces milieux. Les militaires savent eux aussi s'en servir.

Alors que l'Espagne se trouve à l'heure actuelle dans une phase de retour à la démocratie, ces actions ne peuvent provoquer que le retour à une situation antérieure.

Désapprouvées par la majorité du peuple basque, elles ne font que desservir et discréditer une lutte juste.

D'autres tirent les leçons en condamnant en bloc la violence.

Il y a aurait selon eux, les Basques non-violents opposés aux Basques violents, aux terroristes. Le problème n'est pas là.

Quand des milliers de personnes s'affrontent à la police lors des manifestations et qu'ils ripostent, c'est de la violence et c'est tout à fait juste. Ce sont ces actes individuels coupés du reste que nous condamnons alors que ce sont d'autres formes de lutte qui rassembleraient tout le peuple basque, qui permettraient de satisfaire les revendications. Ce ne sont certainement pas les attentats perpétrés contre des policiers qui ont permis d'arracher les concessions mais bien les énormes manifestations qui se sont déroulées au cours de ces deux dernières années.

Les actions terroristes ne sont pas seulement inutiles mais aussi néfastes.

C'est pour ces raisons qu'a été convoquée la manifestation de Bilbao, organisée par le PNV, elle a été soutenue par l'ORT (l'Organisation révolutionnaire des travailleurs), le PTE (Parti du travail d'Espagne), le PCE et le PSOE.

Evelyne LE GUEN

* L'ETA, politico-militaire, a pour sa part, condamné ces actions terroristes qui, d'après elle, « vise la déstabilisation globale du système » et qui « implique un retour à la forme de l'Etat précédent ».

Moyen Orient

Impasse à Washington

Suite à l'installation de colonies en territoires occupés, la signature du traité de paix entre l'Égypte et Israël devient de plus en plus improbable

ALORS que doit s'ouvrir jeudi la conférence de Bagdad qui réunira les dirigeants de vingt et un des vingt-deux pays arabes, l'Égypte n'a toujours pas répondu à l'invitation.

Les discussions se poursuivent péniblement à Washington entre Israéliens, Égyptiens et Carter en personne. De plus en plus, on voit mal, à moins que l'Égypte renonce à toutes ses positions sur les territoires occupés et sur le problème palestinien, comment un accord pourrait intervenir. Surtout après la nouvelle provocation qu'ont fait les sionistes en installant plus d'une centaine de nouveaux colons dans des territoires occupés.

Le principal problème, mais de taille, qui bloque la signature du traité de paix entre l'Égypte et Israël reste celui du lien entre ce traité de paix et l'avenir des territoires occupés par Israël depuis la guerre de 1967, c'est-à-dire principalement la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Dans le texte final de la conférence de Camp David, un paragraphe prévoyait que les Israéliens cesseraient d'implanter de nouvelles colonies dans ces territoires pendant au moins cinq ans et qu'à l'issue de ces cinq ans un processus d'autodétermination serait engagé dans ces territoires.

Ce paragraphe tout en faisant parti de l'accord était cependant distinct du paragraphe concernant

la paix proprement dite. C'est sur le lien entre ces deux paragraphes que portent actuellement les discussions. Pour Sadate, égal l'a redit récemment, il n'est pas question de conclure un traité de paix séparé qui passerait sous silence ce problème fondamental. Pour Begin, il s'agit exactement du contraire : arracher à l'Égypte un traité de paix sans s'engager en quoi que ce soit par ailleurs. Il pourrait, par la suite tenter la même opération avec la Jordanie, si l'occasion se présentait. En lançant, la semaine dernière en violation flagrante des accords, l'implantation de nouvelles colonies en Cisjordanie et dans le Golan, Begin a tenté un coup de force.

Pour lui, en effet, le problème est d'arriver à amener les Américains sur ses positions.

Il joue pour cela sur la politique du fait accompli, politique chère aux sionistes depuis de nombreuses années. Pour Carter, cependant, la situation est très délicate. Il s'agit à la fois de « sauver » les accords de Camp David, piliers de la politique américaine actuelle dans la région, mais, en même temps de ne pas apparaître comme trop unilatéralement favorable à Israël. Il ne ferait en effet qu'accroître la réaction hostile des pays arabes au risque d'aboutir à un renforcement des positions soviétiques dans la région. Plusieurs chefs d'États arabes ont en effet déjà été reçus à Moscou depuis Camp David.

Au moins une chose est claire, les sionistes ne sont disposés à aucune concession et comptent même poursuivre leur politique expansionniste. Tout d'abord, a déclaré Begin lundi soir à Haïfa, Jérusalem réunifiée restera à tout jamais la capitale d'Israël.

Ensuite il n'y aura jamais d'Etat palestinien et enfin le droit des juifs à s'installer partout en terre d'Israël est inaliénable. Quand on sait que pour Begin, la

terre d'Israël s'étend très au-delà même des territoires aujourd'hui occupés, on voit mal ce qui reste à discuter.

LA CONFÉRENCE DE BAGDAD

Dans le même temps, les chefs d'États arabes se préparent à se rencontrer jeudi à Bagdad pour élaborer ensemble une stratégie commune. Un certain nombre de chefs d'État ont déjà fait savoir que pour eux, il n'était pas question que cette réunion se transforme en un réquisitoire contre l'Égypte, c'est notamment le cas du soudanais Neimery et de l'Arabie Saoudite. Pour le ministre saoudien des Affaires étrangères « L'objectif du sommet arabe est de rétablir la confiance en soi de la nation arabe, de défendre les positions arabes et d'éviter tout danger en faveur de la cause fondamentale arabe ».

Un point devrait faire l'unanimité des participants. Il faut qu'Israël se retire totalement des territoires occupés, y compris de Jérusalem et que les droits nationaux du peuple palestinien soient restaurés.

Sur d'autres problèmes comme l'attitude à avoir envers l'initiative égyptien-

ne et sur l'éventuel resserrement des liens avec l'Union soviétique, tel que l'avait proné le front de la fermeté, les débats devraient être plus vifs.

Beaucoup de pays arabes ont conscience, en effet, que ce resserrement des liens avec Moscou présenterait un danger de première importance.

Moscou a déjà montré à de nombreuses reprises, notamment en organisant une conférence sur le problème du Moyen-Orient avec les Américains sans la participation de l'OLP, que l'avenir du peuple palestinien était le cadet de ses soucis. Ce que veut l'URSS actuellement, c'est se servir de ce problème pour reprendre pied dans la région à des fins purement hégémoniques.

C'est là justement un des grands intérêts potentiels de cette réunion de Bagdad. L'unité des pays arabes qu'elle devrait permettre de reconstituer sera le plus sûr garant à la fois d'une lutte conséquente contre le régime sioniste et un moyen de l'indépendance de tous les pays arabes contre les visées de deux superpuissances qui tentent, par des politiques différentes, de dominer le monde arabe.

Serge FÖREST

DANS L'ACTUALITE

Grève des conducteurs de bennes parisiens

Non à l'intervention de l'armée !



3 000 soldats sont en train de nettoyer la capitale en application du plan « Aspirateur », mis en place à l'occasion de la grève de 1977 des éboueurs parisiens.

CHIRAC a mis en application mardi matin, le plan « aspirateur » qui permet à l'armée de remplacer les conducteurs de benne en grève à Paris depuis quinze jours. Il tente ainsi de briser une lutte qui se mène avec une forte combativité et dans une très grande unité.

Depuis le 15 octobre, les 1 500 conducteurs de benne du service de nettoyage de Paris se sont mis en grève pour faire aboutir des revendications dont certaines remontent à 1970.

Les travailleurs en grève dépendent de trois sociétés, TAM (300), SITA et SGEA (800), les autres conduisant d'autres véhicules utilitaires, corbillards et chauffeurs du maire etc.)

Ils sont obligés d'avoir le permis transport en commun car il est prévu dans leur statut qu'ils peuvent être appelé à conduire des transports en commun si les autorités le décident. Ils revendiquent :

- Une seule classification des conducteurs au groupe V (actuellement il y a quatre groupes allant de 2 035,60 F au 1er octobre à 3 197,41 F) comme c'est déjà appliqué dans les autres collectivités locales depuis le décret du 22 octobre 1977.

- La possibilité de départ en retraite à 55 ans pour tous et non seulement pour la catégorie B.

- Augmentation de la prime de contrainte matinale (acquis de la grève de 1974, elle est à 160 F depuis avril 1977).

- Augmentation des effectifs en particulier pour permettre aux conducteurs de prendre leurs deux jours de repos hebdomadaires. (Chirac préfère les payer, il doit actuellement 13 000 jours de repos, soit une dette de 195 millions de francs).

- Un 13e mois et 1 000 F.

La grève s'est déclenchée à l'appel de la CGT et les revendications et formes de lutte ont été longuement discutées avant, par les

travailleurs, ce qui a permis une grande unité : 95 % de conducteurs sont en grève alors que les autres syndicats présents n'ont pas appelé à la grève. Les travailleurs se sont mis d'accord pour une grève tournante de 48 h, avec un seul tour, c'est-à-dire que les quartiers ne sont nettoyés que très partiellement, le retard de 48 h n'étant pas rattrapé.

Les premières discussions avec Tibéri qui représente la municipalité n'ont rien donné pour l'instant. La Ville de Paris est prête à accorder quelques jours de repos supplémentaires et à augmenter de 10 % la prime de contrainte matinale.

Le refus de Chirac est d'autant plus inadmissible que les impôts locaux des Parisiens ont été augmentés de 10 %, la part du budget pour les dépenses de personnel a diminué de 7 millions en 1978 par rapport à 1977.

Aujourd'hui Chirac a fait un pas de plus en envoyant l'armée faire le travail des grévistes et des non-grévistes : ainsi les travailleurs des quartiers Nord et Ouest qui n'étaient pas en grève ces 48 heures-ci ont été mis au chômage !

Ils ont décidé de pointer et de rester sur place. De leur côté les éboueurs refusent de travailler avec des militaires comme conducteurs et un appel est lancé pour que les services d'entretien des bennes refusent eux aussi de réparer les bennes.

La mobilisation se développe chez les communaux. Il faut que le soutien se renforce aujourd'hui et il faut dénoncer avec force l'intervention de l'armée : là encore c'est de droit de grève des travailleurs qui est visé et que le patronat veut abattre.

Claire MASSON

Aspirateur et appareil d'Etat

Trois mille soldats sont en train de nettoyer la capitale appliquant le plan « Aspirateur », mis au point par la bourgeoisie à l'occasion de la grève des éboueurs parisiens de 1977. Pour permettre à l'armée de briser les grèves et limiter la possibilité des appelés de refuser leur rôle de briseurs de grève, le gouvernement s'appuie en particulier sur des régiments qui viennent d'Allemagne ou de l'Est ; ainsi les contacts sont plus difficiles avec les organisations politiques et syndicales qui pourraient les appuyer dans leur refus puisqu'ils sont dans une ville qu'ils ne connaissent pas. De plus, on fait souvent miroiter aux appelés des possibilités de voir leur famille et d'avoir des permissions supplémentaires ou bien l'occasion de visiter Paris... et les « charmes » parisiens.

Embarqués par train à Paris puis directement par camions au fort de Vincennes, les soldats travaillent encadrés et surveillés par la police qui quadrille la capitale. Leurs conditions d'hébergement leur rendent tout repos presque impossible pendant toute la durée de l'opération.

La presse et les médias font apparaître cette intervention comme « normale », « salubre ». « L'armée aspire pour les Parisiens » titre l'Aurore. Pourtant, il s'agit bien de briser la grève des éboueurs et de leur enlever tout moyen de faire pression sur la municipalité. C'est une façon « pacifique » certes, mais bien réelle, de faire peser sur les travailleurs le pouvoir de l'Etat, de réprimer leur lutte, ce qui est bien un des rôles fondamentaux de l'armée en régime capitaliste.

Se loger devient un luxe

Des loyers encore plus lourds en 1979

DES offensives du gouvernement se poursuivent contre le pouvoir d'achat des travailleurs. Mardi 31 octobre, au conseil des ministres, Cavaillé, secrétaire au logement, a présenté son projet de loi sur la hausse des loyers dits libres. Ce projet de loi sera discuté dès cette session parlementaire. Cette libération des prix des loyers va toucher quatre millions de locataires habitant des appartements anciens ou récents, à l'exclusion de tout le secteur HLM.

Au 1er janvier 1979, l'augmentation devra se calculer, pour les loyers en cours de bail, sur la base des loyers payés en 1978 avec une majoration suivant l'indice du coût de la construction qui correspond en gros à la hausse officielle du coût de la vie de 8 à 9 %.

Pour les baux soumis au renouvellement au cours du premier semestre 1979, les augmentations suivront aussi l'indexation du prix de la construction (8 et 9 %).

L'AUGMENTATION POUR LES NOUVELLES LOCATIONS A PARTIR DU 1er JANVIER 1979

Les nouvelles locations, à partir du 1er janvier 1979, seront augmentées aussi sur l'indice du coût de la construction. Ces nouvelles locations seront obligatoirement conclues sur la base d'un bail d'un an. Les augmentations de ces nouveaux loyers ne pourront donc pas dépasser le coût de la construction pendant un an, jusqu'au

1er janvier 1980. Remarquons que le locataire pourra résilier ce bail s'il donne un préavis de trois mois.

LIBERTE DES LOYERS ENTRE LE 1er JUILLET 1979 ET 1980

Sous des phrases ronflantes : « La hausse des loyers ne dépassera pas le coût de la vie, 8 à 9 % », Cavaillé et son gouvernement veulent se donner l'image de marque des gens soucieux du pouvoir d'achat des travailleurs.

Il n'empêche que les faits sont là et, qu'au mieux, nous aurons à payer une hausse de 8 à 9 % mais pour un temps limité.

En effet, selon la date des baux, soit au cours de 1978, soit au 1er janvier 1979, soit au 1er juillet 1979, la liberté totale des loyers interviendra entre le 1er juillet 1979 et le 1er juillet 1980.

A cette époque, soyons-en sûrs, les propriétaires vont s'en donner à cœur joie, ne parlent-ils pas déjà d'une nécessaire hausse des loyers de 15 à 40 % ?

Toutes ces augmentations concernent les loyers du secteur libre, mais les loyers HLM ne seront pas épargnés. Il est fort probable qu'ils subiront des majorations semestrielles de 10 % à partir du 1er janvier 1979.

Dans ce même temps, de nombreux autres produits augmentent ; ainsi le prix de l'eau va subir une hausse de 8 à 9 % en 1979. En revanche, les salaires sont bien loin d'être augmentés. Le chômage touche de plus en plus de travailleurs, 11 % de chômeurs en plus entre août et septembre 1978.

LA LUTTE EST NECESSAIRE

La lutte est donc tout à fait nécessaire pour contrecarrer les offensives du gouvernement.

Les luttes contre les augmentations de loyer font partie intégrante de la lutte pour la défense du pouvoir d'achat. Sur nos lieux de travail, nous nous syndiquons, sur le quartier nous devons militer dans les amicales de locataires, transformer ces amicales souvent ronronnantes en véritables organisations pour la lutte.

De nombreuses luttes sur le front du logement nous tracent la voie à suivre, comme celles de Villejean, à Rennes, contre les charges, comme celles des Maronniers, à Vitry-sur-Seine (94), contre les saisies, comme celles du Marais, à Paris, actuellement contre les expulsions.

Nathalie VILLOTIERS

On a classé les « plombiers » du « Canard »

Au début du mois de décembre 1973, de drôles de plombiers installaient des micros dans les nouveaux locaux du Canard Enchaîné. Qui était l'organisateur de l'opération ? Voilà ce qu'on n'est pas près de savoir.

La cour d'appel d'Amiens a débouté hier le Canard Enchaîné dans l'affaire des écoutes téléphoniques. D'après la justice, l'affaire est classée : les faits remontent à plus de trois ans il y aurait prescription !

Ainsi aboutit le long combat des hommes du pouvoir pour enterrer l'affaire. Les avocats du Canard ont cependant déposé un pourvoi en cassation.

On se souvient qu'à l'époque, le Canard était la tribune de révélations fort bien informées, qui éclaboussaient les hommes du clan gaulliste de Pompidou et Messmer.

Qui étaient les auteurs des indiscrétions, c'est ce que devait permettre d'apprendre les fameux micros,

qui les fit poser. Dans les rangs de la majorité et au ministère de la Justice, c'est la conjuration du silence.

Demain ils pourront recommencer en toute tranquillité puisque leurs combines de barbouzes sont couvertes par la prescription. C'est ça l'ordre démocratique de Giscard.

Délégation de l'OLP à Pékin

Une délégation de l'OLP dirigée par Abou Al Holl arrivée le 29 octobre à Pékin a eu des conversations avec le vice-ministre des affaires étrangères Mr Ho Ying.

La dernière délégation de l'OLP en juillet 1977 avait été reçue par le président Houa Kouo-feng. Aboul Al Holl est porteur d'une longue lettre de Yasser Arafat au président Houa concernant la situation du Proche-Orient après les accords de Camp David.





La semaine dernière c'est tous les travailleurs de l'ex-ORTF qui étaient venus soutenir leurs camarades de la SFP.

Jeudi 2 novembre, grève de tout le personnel de la radiotélévision

Que se passe-t-il à la SFP ?

Interview de travailleurs marxistes-léninistes de l'audiovisuel

TROIS semaines de grève à la SFP (Société française de production), TDF (Télédiffusion de France) débrayage au moment des championnats du monde de gymnastique le 30, 31 octobre et le 1er novembre un programme minimum. Jeudi 2 novembre, c'est l'ensemble du personnel de la télévision et de la radio, des sept sociétés issues de l'ex-ORTF qui seront en grève. Que se passe-t-il à la SFP ? Quel est l'enjeu de la lutte. Que représente la SFP pour la bourgeoisie ? Pour répondre plus précisément à ces questions, nous avons rencontré des travailleurs marxistes-léninistes de l'audio-visuel (INA : Institut national de l'audio-visuel), de Radio-France, d'Antenne 2 et de la SFP (Société française de production).

Les conditions de travail devenaient de plus en plus mauvaises, il y avait de moins en moins de travail. Il n'était pas planifié sur plus de trois semaines. C'est alors (à la rentrée des vacances) que les dirigeants de la CFDT ont envoyé des questions écrites au PDG, Edeline, qui n'a pas contredit les inquiétudes des travailleurs. C'est alors qu'une assemblée générale s'est tenue, les bruits se sont précisés : un trou de deux cent millions, des centaines de licenciements en préparation. A ce moment-là aussi, Edeline est tombé malade.

Alors la mobilisation a été spontanée, les travailleurs ont remonté la rue de Rivoli jusqu'à Cognac-Jay pour rencontrer le personnel des chaînes. Faute de Lecat, les travailleurs ont « rencontré » les flics qui bloquaient la maison de la

radio pour empêcher tout échange.

Le seul échange qu'il y ait eu, c'est un échange de coups entre les flics et les manifestants. Le soir même il y avait quatre minutes de coupure avant le journal de 20 heures. Des mouvements de solidarité et des assemblées générales se sont produites dans toutes les autres sociétés et en province. La grève s'organise à la SFP, les travailleurs se réunissent en assemblée générale souveraine presque tous les jours pour discuter des propositions de l'intersyndicale. La grève dure, en gros, trois semaines jusqu'au débat à l'Assemblée nationale, qui est suivi d'un jour de grève avec assemblée générale où les travailleurs décident la grève du 2 novembre. Grève à laquelle s'associe tout le personnel des sept sociétés.

LECAT A RECULE

Il ne parle plus de licenciements ni de dégraissage des effectifs, il ne parle plus officiellement de filiales. Il propose un plan de remise à flot. Le plan sera fonction de la mobilisation des travailleurs pendant les jours à venir. Lecat se donne six semaines pour en fixer les grandes lignes.

QUE DEMANDENT LES TRAVAILLEURS ?

— Aucun licenciement, le respect de la convention collective, le respect des conditions de travail, le respect de l'unicité de la SFP. Comment s'est passée la grève ?

Le personnel était très mobilisé, plus qu'en 1974, 1 500 travailleurs sur 3 000 sont descendus à Cognac-Jay, alors qu'en 1974, on était 1 500 sur 15 000. Des assemblées générales ont eu lieu dans tous les secteurs et en province. Mais les travailleurs ont tiré les leçons de l'échec de 1974, ils disent : « 1974, on l'a pas digéré, on s'en rappelle ». Aussi, face aux dirigeants de l'intersyndicale, la méfiance est de règle, la vigilance même. Dans les assemblées générales du début, c'était le silence, l'intersyndicale n'était ni luëe, ni applaudie, eux, proposaient une mani-

festation commune aux Buttes-Chaumont avec les parlementaires. Les dirigeants CFDT proposaient une assemblée générale de tous les personnels mais sans trop de fermeté. Ils disaient, en privé, qu'il avaient retenu une salle à la Mutualité — au cas où — Ce qui s'est passé ? La CGT a reçu les parlementaires dans la salle du comité d'entreprise aux Buttes-Chaumont. De son côté, la CFDT tenait une réunion inter-sociétés à la Mutualité. Les travailleurs allaient de l'un à l'autre pour dire leur mécontentement face à cette division. Beaucoup de travailleurs aussi ont boycotté les deux initiatives pour montrer leur désaccord avec ces façons d'agir.

Il a fait une autocritique sur le fait d'avoir siégé à une commission de répartition de tous les personnels de l'ORTF en 1974. Il a affirmé l'indépendance des syndicats en refusant que les partis politiques viennent parler à l'assemblée générale.

LES TRAVAILLEURS FERMES SUR LA LUTTE ET L'UNITE

Les travailleurs ont toujours montré qu'ils voulaient renforcer leur unité et poursuivre la lutte pour gagner. Témoin, le jour où les dirigeants de l'intersyndicale sont arrivés divisés devant l'assemblée générale. Cela a provoqué de grands remous, mais pas de troubles. Alors que les travailleurs demandaient une assemblée générale des sept sociétés, les dirigeants CGT, eux, proposaient une mani-

festation commune aux Buttes-Chaumont avec les parlementaires. Les dirigeants CFDT proposaient une assemblée générale de tous les personnels mais sans trop de fermeté. Ils disaient, en privé, qu'il avaient retenu une salle à la Mutualité — au cas où — Ce qui s'est passé ? La CGT a reçu les parlementaires dans la salle du comité d'entreprise aux Buttes-Chaumont. De son côté, la CFDT tenait une réunion inter-sociétés à la Mutualité. Les travailleurs allaient de l'un à l'autre pour dire leur mécontentement face à cette division. Beaucoup de travailleurs aussi ont boycotté les deux initiatives pour montrer leur désaccord avec ces façons d'agir.

On comprend mieux si l'on sait que les dirigeants de la CGT ne sont majoritaires qu'à la SFP (Société française de production). Ils refusent de faire une assemblée générale élargie à toutes les sociétés, assemblée générale dont ils n'auraient pas le contrôle et où leurs adhérents seraient noyés. La CFDT, elle, est très implantée dans les autres sociétés, elle préfère tactiquement des assemblées générales de l'ensemble du personnel où elle pourrait mieux faire passer ses propositions. Où sont les intérêts des travailleurs dans ces rivalités de boutiques ? Le même problème s'est posé pour la journée du 2 novembre. La CGT refusait une grève le 2 novembre de tout le personnel de crainte, là aussi, de perdre le contrôle du mouvement, alors que la CFDT insistait pour une grève de l'ensemble du personnel. La CFDT, en effet, est implantée dans les sociétés où peu de personnel peut bloquer la diffusion du fait de la haute technicité du travail : la grève presse-bouton. Cela ne veut pas dire que tout le personnel soit en grève pour autant.

« JE N'AI JAMAIS VU UN PERSONNEL AUSSI UNITAIRE »

Il y a une très forte mobilisation des travailleurs. Il y a autant de non-syndiqués en grève que de syndiqués qui ne sont pas en grève. Cette année, la grève est très active, alors qu'en 1974, les dirigeants syndicaux avaient créé de nombreuses commissions pour noyer les gens. La veille du débat parlementaire (au lendemain d'une assemblée générale houleuse), les travailleurs sont partis en cortège à Bry-sur-Marne (lieu où se trouvent les nouveaux studios) et dans les communes alentour, dans un tonnerre de klaxon, avec des affiches, des bouts de films sur tous les véhicules, en distribuant des tracts par les fenêtres. Les travailleurs prennent des paquets de tracts puis vont les distribuer qui dans une gare, qui dans son quartier.

Tous les jours, les travailleurs se rendaient sur les lieux de tournage des films pour les empêcher. Ils voulaient éviter que les producteurs embauchent des techniciens privés qui, de fait, auraient brisé leur grève. Ils récupéraient leur matériel, camions ou caméras de la SFP. Ils ont ainsi confisqué une caméra qu'ils ont ramenée dans les locaux syndicaux.

Les travailleurs des chaînes refusant que des commandes ne soient faites aux boîtes privées tant

qu'on ne leur avait pas donné de garantie que le plein emploi était assuré à la SFP. Cela, ils essayent de le faire depuis 1974. Pendant la grève, ils bloquaient les bobines de film pour empêcher qu'elles ne soient développées par les boîtes privées. Pour que les boîtes privées ne remplacent pas la SFP en grève, ils cachaient les pellicules neuves. L'émission « Apostrophe » de Pivot a été empêchée pour que le directeur de la photo ne soit pas remplacé.

POURQUOI LA CRISE DE LA SFP ?

Pourquoi la crise ? Pourquoi les licenciements ? La SFP travaille pour les chaînes (films, émissions, etc.) ; elle produit à des prix très élevés. Or, elle est en concurrence avec les sociétés privées. Ce sont souvent les sociétés privées qui emportent le marché. Alors, ces mêmes sociétés font faire le travail, en sous-traitance, à la SFP (équipes et matériel). Mais alors, pourquoi la SFP a-t-elle été créée ? Quel était son rôle d'après la réforme de 1974 ?

Le cinéma français, c'est bien connu, bat de l'aile. Il ne tient pas le choc devant les productions étrangères (italiennes, américaines, etc.). Personne actuellement n'ose investir dans le cinéma. Ce n'est pas assez rentable. Mais il y avait, paraît-il, de l'avenir du côté de l'audiovisuel. Un produit qui se situe entre le cinéma tel qu'on le voit dans les salles et les productions de télé qu'on pouvait voir du temps de l'ex-ORTF. Tous les espoirs étaient permis.

Or, le secteur privé n'est pas assez développé, n'a pas les reins assez solides pour investir dans un secteur de haut niveau technique et dont la rentabilité n'est pas encore prouvée. Que se passe-t-il alors ? Comme d'habitude, l'État fonce, fait tous les investissements et les boîtes privées encaissent ensuite les bénéfices et reprennent l'affaire en main. La SFP sous-traite matériel et équipes de techniciens aux firmes privées qui utilisent son potentiel à très bas prix, sans avoir besoin d'investir. Tout secteur public n'a de raison d'être que dans la mesure où il rentabilise et restructure le secteur privé. Aucune boîte privée n'est en mesure aujourd'hui de reprendre la SFP. Le budget de la SFP en 1975 était de 512 millions, celui d'une boîte privée de 12 millions. C'est l'histoire de la grenouille qui veut devenir plus grosse que le bœuf.

Il y a de moins en moins d'investissements de banquiers ou de producteurs privés dans le cinéma. Il y a, par contre, de plus en plus d'investissements des chaînes de télévision et de la SFP (« Molière » de Mnouchkine, etc.). Ainsi les chaînes de télévision détiennent, par le biais de l'argent de la redevance, le contrôle de la production des films. Cette production passe par la SFP. Edeline, l'ancien PDG, était aussi ex-PDG de UGC-Gaumont, une des plus grosses chaînes de distribution de films, passée au privé. Ne disait-il pas lui-même qu'en restant à la SFP, il continuait à diriger le cinéma français ? La SFP est structurée pour être la plus grosse maison de production du monde, surtout depuis la création des studios ultra-modernes de Bry-

POLITIQUE ET SOCIAL

sur-Marne. Le téléspectateur qui va au cinéma peut dire qu'il paie deux fois la redevance télé ou deux fois sa place de cinéma.

On aboutit à un renforcement du contrôle de l'Etat sur l'ensemble de la production de l'audiovisuel, vu que c'est l'Etat le plus gros investisseur. On aboutit à un regroupement et à une concentration de tous les moyens de production de l'audiovisuel et du cinéma autour de la SFP.

La SFP garderait le secteur vidéo trop cher pour le privé et dont elle a le monopole. Par contre, une filiale cinéma serait créée. L'Etat détiendrait 30 % de cette filiale, comme dans la SOFIRAD, avec les radios périphériques. Mais ce n'est pas encore fait. Le gouvernement hésite encore à liquider toute la SFP parce que les travailleurs du film ne bénéficient pas de convention collective, ni de conditions de travail de la SFP acquises pendant les luttes de l'ORTF, cela entraînerait une telle dégradation des conditions de travail que cela entraînerait du même coup une dégradation de

la qualité des produits qui ne seraient plus concurrentiels des marchés américains et de l'Est.

Des bruits courent aussi sur le fait que, peut-être, à plus ou moins brève échéance, Antenne 2 deviendrait une société privée de programmes tandis que TF1 et FR3 resteraient les haut-parleurs officiels du gouvernement. Une quatrième chaîne serait créée. Il faut parler de sociétés de programmes et non de chaîne parce que de plus en plus tout est groupé autour du journal avec des programmes que les sociétés achètent au privé. L'INA (Institut national de l'audiovisuel) changerait de mission. Il perdrait son rôle de formation de l'ensemble du personnel de l'audiovisuel. Chaque société aura sa propre unité de formation. Ainsi les travailleurs n'auraient plus l'équivalence professionnelle qu'ils avaient avant. Cette mesure vise à les diviser en changeant leurs méthodes et leurs conditions de travail.

UN ENJEU TRES IMPORTANT

Si des travailleurs sont licenciés, si les structures sont changées, c'est tous les travailleurs de l'audiovisuel qui verront leurs conditions de travail s'aggraver et qui seront menacés à leur tour dans une profession où il y a 80 % de chômage. Autant qu'une affaire de sous, la SFP fait partie de l'appareil de diffusion de l'idéologie bourgeoise, c'est une aussi une vitrine très importante à manipuler avec d'autant plus de précautions que tout ce qui est télévision a vis-à-vis de l'opinion publique, un caractère de prestige pour le gouvernement.

Or, des licenciements dans une société de prestige du gouvernement cela ne peut que rejallir sur lui, surtout si les travailleurs les portent à la connaissance du public, grâce à leur lutte. Il est à noter aussi que cette grève est beaucoup plus populaire que celle de 1974 (les tracts sont bien acceptés), sans doute, cette grève rejoint-elle, par les menaces de licenciements, toutes les luttes actuelles.

Léon CLADEL
avec des travailleurs marxistes-léninistes de la radio-télévision

Deux manifestations se sont déroulées dans l'Aveyron dans le cadre de la journée nationale de soutien au Larzac

Larzac vaincra, l'Aveyron vivra !

DANS l'Aveyron, deux manifestations se sont déroulées dans le cadre de la journée nationale de soutien au Larzac, le 28 octobre.

CONTRE LA LIQUIDATION D'UN DEPARTEMENT ET DE TOUTE UNE REGION

Le matin, une manifestation avait lieu à Rodez à l'appel du collectif Gardem lo Larzac regroupant le PS, la CGT, la CFDT, la FEN, le Comité d'action Larzac-Rodez, le OSCV, le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente), Vie nouvelle, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), la Ligue des droits de l'homme, le MRJC, La JOC. Le PCF a refusé de signer l'appel commun et a appelé de son côté.

Cette manifestation situait clairement la lutte des paysans du Larzac dans le combat quotidien de tous les travailleurs victimes de la politique antipopulaire du pouvoir.

Chaque année, 400 jeunes quittent le bassin houillier, 200 quittent Millau. Tous les jours, on apprend de nouveaux licenciements dans les entreprises de la région :

- 400 emplois supprimés aux AUMD et de sérieuses menaces à Vieille-Montagne, Vallorec, Cogeram, Rattier, Forest, SNCF, bâtiment.
- Dans le Millavois, 45 travailleurs d'Henfer sont toujours au chômage. L'entreprise Galtier a fermé : 135 emplois supprimés. L'entreprise Baudrey a vu son effectif diminuer de 110 à 31 en cinq ans.
- A Rodez, 500 emplois au moins supprimés

en trois ans. Delbès et Lannes, Bonami, Arnal, Causse-Cantal, Morin, Sica, etc.)

Dans l'Aveyron, il y a actuellement plus de 7 000 chômeurs.

Ce furent plus de 700 personnes qui parcoururent les rues de Rodez aux cris de *Gardem lo Larzac, Larzac vaincra, l'Aveyron vivra. Non aux licenciements, du travail pour tous - Ouvriers, paysans, même combat - La terre à ceux qui la travaillent - Le Larzac aux moutons, le préfet aux cochons.*

Après un arrêt bruyant devant la préfecture, un meeting a eu lieu place d'Arme où intervint P. Burgulères au nom des paysans. Il rappela la situation et mit le pouvoir en garde contre une éventuelle épreuve de force qui ne pourrait engendrer que la violence et dont le pouvoir serait seul responsable.

Puis eut lieu une déclaration du collectif et une intervention unitaire des syndicats CGT-CFDT-FEN.

OCCUPATION DE LA GARE DE TOURNEMIRE

L'après-midi, plus de 1 500 personnes se retrouvaient à Tournemire (près de Roquefort), village occupé par l'armée parce que la gare dessert le camp. L'armée y a installé des régiments du génie pour effectuer des travaux.

La gare a été occupée et le train de Béziers arrêté pendant un quart d'heure. Quand il est reparti, on pouvait lire sur ses wagons de magnifiques inscriptions appelant au soutien du Larzac. Au cours des interventions qui eurent lieu devant la gare, un habitant de Tournemire dénonça l'occupation militaire de son village et appela les habitants à ne pas res-

ter passifs devant les événements.

La marche des paysans sur Paris a été annoncée et partira du Larzac le 8 novembre. Elle se fera en 24 étapes de 30 km.

UNE LUTTE EXEMPLAIRE

Pour nous, marxistes-léninistes, la lutte des paysans du Larzac nous paraît exemplaire en ce sens qu'elle unit autour d'elle tout ce qui est susceptible d'être uni et que, par exemple, des antimilitaristes absolus et des partisans d'une armée populaire, des non-violents et des partisans de la violence révolutionnaire de masse se retrouvent d'accord pour lutter contre l'extension du camp sur des bases anticapitalistes.

Une paysan du Larzac, dans une interview accordée au journal télévisé d'Antenne 2 (samedi 28), déclarait qu'il n'était pas antimilitariste, mais qu'il s'opposait à la politique militaire française sur le Larzac et à ses conséquences.

C'est bien à l'Etat capitaliste que s'opposent les paysans en se battant contre son principal pilier, l'armée bourgeoise.

Depuis la date des arrêtés de cessibilité, la situation est grave et il faut être prêts à riposter à ce mauvais coup du pouvoir dans la plus large unité en laissant de côté les querelles entre organisations et en écoutant toutes les suggestions, même si elles viennent d'individus isolés.

La lutte du Larzac s'inscrit dans la lutte de notre population travailleuse contre la politique gouvernementale au service des intérêts du grand capital.

Localement et régionalement, elle est le symbole des luttes pour le droit de vivre, travailler et décider au pays, des luttes ouvrières autant que paysannes.

Correspondant HR
Aveyron



A Paris, c'est 3 000 personnes qui ont manifesté pour soutenir les paysans du Larzac.

Avec le Parti Des questions franches pour des réponses précises

180 Lillois et Lilloises ont pu suivre avec intérêt le 27 octobre la manifestation organisée sur deux étages dans le bel édifice du pavillon St-Sauveur à Lille par l'AGEG (Association générale des Etudiants guadeloupéens), l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants comoriens), le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML), le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) (PCRM).

Dès l'ouverture des portes à 18 h, le rez-de-chaussée était envahi par une foule nombreuse vivement intéressée par une exposition constituée de quinze panneaux illustrés par de nombreuses photographies commentées, consacrée à l'explication du socialisme en Chine sous l'angle des quatre modernisations.

« Vraiment ! C'est incroyable tout ce qu'ils ont décidé de faire », me disait une visiteuse devant le panneau intitulé Industrie : des objectifs grandioses », quand on pense chez nous qu'on ferme les usines et qu'il y a la crise partout !

Succès d'affluence aussi autour des tables de presse des Editions du Centenaire et de la Librairie populaire axées sur la publication parlant de la Chine ou venant de Chine.

La salle du deuxième étage était consacrée aux stands des quatre organisateurs et des organisations invitées ; après la projection d'un diaporama sur l'école en Chine, un dialogue s'engagea dans la salle du deuxième étage entre une assistance intéressée et les camarades Alain Castan de la délégation du PCML, de retour de Chine, et Fabien Vaudois de la délégation du Quotidien du peuple invité en Chine en 1977. Avec la chaleur et conviction, le camarade Vaudois raconta sa visite à Tating et l'œuvre collective immense engagée par ces ouvriers du pétrole. Les deux camarades s'attachèrent avec franchise à parler de la Chine telle qu'elle est (pays du tiers monde) afin de souligner l'indispensable modernisation.

Après une pose au cours de laquelle le buffet fut littéralement pris d'assaut, et rapidement à court, la soirée débuta par un meeting : l'intervention centrale faite au nom des quatre organisations était centrée sur la théorie des trois mondes.

Ensuite la tribune s'attacha à répondre aux questions nombreuses de l'assistance. On ne pouvait qu'être frappé par la volonté du public d'en savoir plus et d'obtenir des réponses précises à ses interrogations, ainsi que sur la rupture des relations de coopération entre la Chine et l'Albanie, sur le discours de Tien Siao-ping devant les assemblées de syndicats chinois, sur l'importation en Chine d'usines complètes et de techniques étrangères, sur la nature des pays du second monde etc...

Dans une salle archi-comble où il avait fallu installer de nouveaux sièges et des strapontins, le débat se prolongea ainsi jusqu'à 22 h 30 et il fallut un peu à contre-cœur l'interrompre pour permettre la projection du film « Les pionniers » qui durant deux heures raconte avec réalisme et enthousiasme la lutte des ouvriers de Tating.

En somme une manifestation réussie. Oui, les amis de la Chine et sympathisants du socialisme existent en grand nombre, et comme le disait un camarade : « Il faut oser parler de la Chine et répondre à toutes les questions. Les gens veulent comprendre, à nous de faire tous les efforts pour les satisfaire ».

La presse régionale, à l'exception de Liberté a annoncé ou rendu compte de la manifestation.

Foyer Sonacotra d'Ivry

La répression ordinaire

Deux cars de police et deux voitures stationnent devant le foyer Sonacotra de la rue Michelet à Ivry. Un peu plus tard, un des délégués des résidents en grève est embarqué sans explication au commissariat d'Ivry. Vive émotion des résidents. La mobilisation s'opère rapidement, les avocats sont prévenus, la presse, les autres foyers, les amis. Que se passe-t-il ?

C'est le délégué, finalement relâché une heure plus tard, qui nous l'apprendra.

La veille, le gérant du foyer, un certain Formoso, refusait de procéder au changement des draps qui s'effectue normalement tous

les quinze jours. Une provocation qui vient s'ajouter à une liste déjà longue. La colère monte chez les deux cents résidents qui répliquent en dénonçant l'attitude du gérant par des inscriptions à la peinture à l'entrée du foyer. Le gérant cède piqué au vif mais se précipite ensuite au commissariat pour déposer

une plainte. La suite, c'est donc le lendemain matin : le foyer investi par la police, le délégué traité comme un dangereux malfaiteur. C'est ça la collaboration quotidienne entre la police et les gérants racistes. L'intimidation et la répression au jour le jour contre les travailleurs immigrés.

Pour protester contre le développement des interventions policières, contrôle des papiers, matraquages, fouilles des chambres dans divers foyers Sonacotra (Metz, Champigny, Sannois), pour le soutien à la poursuite de leur lutte jusqu'à satisfaction des revendications, le Comité de coordination appelle à une :

MANIFESTATION LE SAMEDI 18 NOVEMBRE
A 14 HEURES A PARIS

L'antisémitisme, un crime odieux

Des témoignages officiels viennent s'ajouter à l'indignation populaire qu'a soulevé l'interview accordée à «L'Express» de Louis Darquier de Pellepoix, responsable de la déportation de 75 000 juifs

L'INTERVIEW accordée au journal *L'Express* par le responsable de la déportation de 75 000 juifs, le commissaire général aux questions juives de mai 1942 à février 1944, sous le gouvernement kollabo de Vichy, condamné à mort par contumace à la Libération et réfugié en Espagne, Louis Darquier de Pellepoix, a suscité une grande émotion en France et la colère de nombreux anti-racistes. Cette indignation est la nôtre.

Depuis quelques jours les témoignages officiels viennent s'ajouter à l'émotion populaire.

Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens

combattants a déploré le fait que « la tribune ainsi offerte à un condamné à mort par contumace lui permet d'insulter les victimes de la déportation et de dé-

fendre une idéologie raciste-objectionnelle ».

« La publication des propos de Darquier est une grave provocation » commente le MRAP. La direction de *L'Express* a accepté de publier dans un prochain numéro une mise au point du MRAP après avoir reçu une délégation conduite par Pierre Paraf, son président et le professeur Kastler, prix Nobel.

Serge Karsfeld, auteur du mémorial de la déportation, plusieurs fois mis en cause par le fasciste Darquier a publiquement demandé : « Pourquoi la France n'a-t-elle pas demandé son extradition ? Pourquoi les crimes commis par Darquier n'ont-ils pas été classés comme crimes contre l'humanité ? »

Nous ne pouvons que nous réjouir que le fait de tenir des propos racistes et antisémites soulève tant

d'indignation, dans les milieux les plus divers. Le racisme, le racisme anti-juif comme tout racisme, est en effet partie intégrante de notre combat de communistes pour la liberté et la dignité de l'homme, contre les régimes exploitateurs les plus cruels.

« NE PAS BANALISER LE RACISME »

Un témoignage à large personnalité de son auteur : le ministre de la Santé, Simone Weil, juive, déportée à l'âge de 14 ans à Auschwitz, elle qui a perdu dans les camps une grande partie de sa famille.

« Aujourd'hui, Darquier assume ce qui s'est passé. Pis, je le répète, il le justifie. Et à ce titre, il conforte les quelques uns qui pensent comme lui. A partir

de là, il n'y a aucune raison que tout ne recommence pas », pour Simone Weil, la question du racisme et l'antisémitisme reste actuelle.

Elle dit aussi : « Il faut continuer à démonter le phénomène du nazisme et du totalitarisme, démontrer combien il est facile de basculer, qu'il suffit de très peu de choses. Expliquer, raconter, c'est une pédagogie pour le présent et pour l'avenir. Nous avons ce devoir vis-à-vis des générations futures : analyser, répandre l'information, réagir et lutter au moindre incident. »

Citons encore largement Simone Weil dans son interview au journal *Le Matin* car les propos méritent d'être relevés quand ils sont le fait d'un membre du gouvernement : « J'ai personnellement beaucoup souffert à l'occasion du martyre de ce jeune franco-algérien, de Toulouse, Ali Abdoul. Le racisme vis-à-vis des Nord-Africains, même s'il n'aboutit pas à des conséquences aussi dramatiques que l'extermination est très dangereux. »

Simone Weil cite aussi des exemples comme les tombes juives profanées, les slogans racistes sur les murs, les tentatives de réhabilitation de Hitler ou Eva Braun, sa maîtresse, que l'on voudrait faire passer pour « des gens normaux, anodins qui ont bien sûr commis quelques monstruo-

sités, mais... »

Or, madame Simone Weil n'est-elle pas ministre de ce même gouvernement qui a laissé se dérouler le meeting raciste et fasciste de l'euro-droite à Paris, qui voudrait faire porter aux immigrés la responsabilité du chômage et les expulser, qui multiplie rafles et répression contre les travailleurs arabes ? Plus précisément, Ali Abdoul ne fut-il pas torturé par un membre du SAC lié au RPR de Chirac, les nerfs racistes d'extrême-droite ne servent-ils pas de « protection » aux meetings de la majorité ? Faut-il rappeler la non-demande d'extradition de Darquier par le gouvernement, la visite en France en toute impunité de la « chienne de Tulle », ou l'affaire Touvier, autre tortionnaire, couvert lui par Pompidou ?

Les propos de Simone Weil sont en contradiction complète avec combien d'actes honteux du gouvernement dont elle est membre. On ne peut nier le caractère nettement anti-raciste et percutant des propos de celle qui a suffisamment souffert du racisme pour dire avec force : « Les situations, petit à petit, engendrent d'autres, à chaque fois plus dangereuses (...) Il ne faut banaliser ni le racisme, ni les racistes ». On ne peut nier non plus que Simone Weil fait partie du gouvernement qui prit les mesures Stoléru.

Philippe LECLERC.

Hitler ou l'antisémitisme institutionnalisé

JAMAIS dans aucun pays, l'antisémitisme n'avait atteint un tel degré qu'en Allemagne nazie entre 1933 et 1945. Mais on ne saurait comprendre une telle propagande et une telle haine répressive si on n'analysait pas, même brièvement, le contexte historique, comme on dit, de l'Allemagne de 1918 à 1933.

Au sortir de la guerre de 1914-1918, l'Allemagne est ruinée économiquement. Le prolétariat prend les armes et prend le pouvoir en plusieurs points du pays.

Mais la répression est terrible. Les sociaux-démocrates, Noske et Scheidemann, dirigent cette répression.

LA CRISE DE 1921 A 1923

Trois années de misère noire se succèdent pour le peuple. La classe ouvrière, les petits employés, les petits paysans sont très touchés. Fin 1923, un dollar US vaut quatre milliards huit cent millions de marks. On va avec sa valise pleine de billets acheter son kilo de patates.

Fin 1923, les nazis tentent un coup de force vite réprimé. Hitler est en prison. Là, il écrit *Mein Kampf* (en français *Mon combat*). Il y développe des thèses racistes sur la supériorité de la race aryenne ainsi qu'une violente haine antijuive. Pour lui, les juifs, qu'ils soient capitalistes ou pas, sont responsables de tous les maux de la société.

DES BOUCS-ÉMISSAIRES

La propagande nazie est habile. Elle est populiste, ouvriériste. Elle prend en compte les aspirations des travailleurs. Le drapeau nazi est rouge et noir (le fond est rouge et on y trouve une croix gammée noire).

Mais le venin raciste

est présent à chaque phrase. Le juif est l'ennemi, c'est insidieux et, petit à petit, ça rentre dans les cerveaux, y compris ceux des ouvriers.

Hitler recrute chez les ouvriers, les chômeurs, les petits employés. Sa base sociale n'est pas fondamentalement différente de celle des communistes et il cherche à imiter leur propagande sociale.

APRES 1933

Une fois au pouvoir, Hitler va s'employer à « déjuiver » l'économie. Les sections d'assaut (SA) s'attaquent aux commerçants juifs dont ils appellent à boycotter les magasins. Peu à peu, de la propagande, on passera à l'extermination pure et simple des juifs, surtout à partir de 1937-1938.

Le processus a été long à mettre sur pied. On profite de la crise pour développer une violente campagne antijuive (les juifs sont associés aux communistes, aux capitalistes). Pour résoudre la crise, c'est simple : « déjuivisons ». Il faudra donc seize ans à Hitler pour arriver à ses fins. La campagne antijuive, l'extermination des juifs n'ont été qu'un moyen, mais un moyen efficace de s'imposer et d'imposer sa loi, celle des monopoles les plus réactionnaires en Allemagne pour qui la campagne antijuive a été un moyen supplémentaire d'accumuler des milliards et des milliards de marks, de concentrer l'économie en quelques mains.

Yves LEPIC

Pays de l'Est

Une recrudescence de l'antisémitisme

L A renaissance d'attitudes antisémites, notamment dans la jeunesse, inquiète un nombre croissant de personnes en Allemagne de l'Est. Un débat s'est récemment déroulé à Berlin sur ce sujet. Des faits qui ont été révélés montrent clairement l'ampleur du problème. Le cimetière juif de Berlin-Est a dû être fermé pendant un certain temps au printemps dernier. Les tombes avaient été profanées et recouvertes de croix gammées. Dans une école proche de Rostock, en Allemagne de l'Est, des lycéens de 16 ans ont récemment célébré l'anniversaire d'Hitler.

Prenant la parole lors de cette réunion, un pasteur protestant est-allemand a mis en garde contre les graves dangers que représentait le fait que l'antisémitisme et le nationalisme soient toujours vivants et même en pleine recrudescence : « Rien n'a été fait dans notre pays pour faire face à ces dangereuses attitudes d'esprit qui, de manière tout à fait intolérable, existent et réémergent partout dans notre pays. Les Allemands de l'Est présentent une arrogance nationaliste envers leurs voisins et les étrangers, appelant les visiteurs polonais des « Pollacks » et décrivant les travailleurs arabes comme des « conducteurs de chameau ».

Il faut noter, en effet, que le gouvernement est-allemand, non seulement ne fait rien pour limiter cette nouvelle vague d'antisémitisme, mais encore, de par son attitude vis-à-vis du passé, la favorise objectivement. Toute trace du passé est éliminée. L'Allemagne nazie n'ayant jamais existé officiellement en RDA, il n'y a aucune raison de lutter contre ses

reliques au niveau des esprits. Le camp de concentration de Buchenwald est d'ailleurs aujourd'hui un lieu de tourisme, agréablement transformé en parc floral. Curieuse manière d'éduquer les jeunes générations contre de tels crimes.

LE PLUS DANGEREUX

C'est certainement en Union soviétique que l'antisémitisme prend l'aspect le plus dangereux : celui d'une thèse officielle reprise par les moyens d'informa-

tion de l'Etat.

Ainsi, depuis deux ans, un économiste soviétique, membre éminent du Parti, se répand en invectives dans des écrits repris par la très officielle *Komsomolskaia Pravda*, organe du Parti pour la jeunesse. Sa thèse : un complot judeo-maçonnique vise à établir la domination des juifs sur le monde pour l'an 2000.

« Il est bien connu, dit ce disciple de Goebbels, que le Konzern sioniste-maçonnique contrôle 80 % de l'économie et 95 % des

moyens d'information du monde capitaliste ». Toujours le même, Valéry Emelianov, a dressé une liste des membres du gouvernement américain. Chaque nom y est suivi de la mention « marié à une juive » ou bien « membre de la Loge ».

Il serait de plus beaucoup trop long de faire la liste des vexations et des persécutions connues dont ont été victimes des juifs soviétiques du seul fait qu'ils sont juifs.

Serge FOREST

Allemagne de l'Ouest



En RFA, l'antisémitisme reste l'un des thèmes favoris de la propagande nazie. Cette photo prise récemment devant une brasserie de Hambourg et publiée dans un article du journal allemand, Stern, consacré à l'antisémitisme en RFA, montre des néo-nazis arborant un masque d'âne et portant une pancarte sur laquelle on peut lire : « Je suis un âne, je crois encore que des juifs ont été gazés dans les camps de concentration allemands ». Hambourg n'est pourtant pas à des milliers de kilomètres d'Auschwitz, en Pologne. Les nazis ont exterminé de la façon que l'on sait plus de quatre millions de juifs dans ce seul camp. Ignoble !

A propos de la grève aux PTT

Relevé dans le
Journal officiel
(débat au
Parlement)

Suite à une question d'un député répondant au nom de Francis Geng, Norbert Segard, le secrétaire d'Etat aux PTT, parle du fonctionnement des PTT et des grèves. Voilà ce qu'il dit :

« En fait, ce qui gêne le plus le fonctionnement du service, ce sont les grèves sauvages ou locales plutôt que celles que nous connaissons aujourd'hui et qui, au demeurant, ne concernent qu'environ 11% de notre personnel ».

Le chiffre avancé par Segard est plus que contestable. Mais ce qui est le plus surprenant, c'est que Segard se sent plus gêné par les grèves locales que par les grèves nationales rituelles de 24 heures sans lendemain qui, effectivement, ne servent pas à grand-chose.

Si la bourgeoisie avoue elle-même que ces grèves de 24 heures, parcellisées et morcellées, ne la gênent pas, il serait temps que certains dirigeants syndicaux au plan national s'interrogent.

La grève de la semaine dernière au PLM à Paris de Paris

70% des travailleurs du centre de tri ont suivi la grève, ce qui est un signe d'une assez grande combativité. Les postiers, lors des assemblées générales, ont souligné certaines « absences » dans les revendications, par exemple sur les salaires (2 800 F brut par mois et 300 F uniforme pour tous).

Un Antillais parla aussi de l'absence de revendications concernant les Antillais-Guadeloupéens-Réunionnais.

La répression bat son plein sur le centre de tri PLM. Plusieurs agents ont été sanctionnés pour des brouilles. Plusieurs procès-verbaux (532) ont été distribués. Ces procès-verbaux sont adjoints à la feuille de carrière et jouent un rôle dans la notation. Or, rien n'est fait contre la répression.

Les travailleurs se posaient aussi des questions sur l'absence de mouvement global. On parlait aussi des grèves victorieuses de Pontoise et de Créteil.

Là, la grève a été suivie à seulement 30%. A cela plusieurs raisons. A Paris-chèques, la grève nationale ne s'est pas faite le 24 octobre mais le 25 octobre à l'appel des trois syndicats. Originellement, la CFDT n'appelait pas à cause de la grève qui avait eu lieu localement le 2 octobre sur la réduction de travail (grève déclenchée à l'appel de la CGT et à laquelle la CFDT s'était rattachée au dernier moment).

Il n'y a pas eu d'assemblée générale pour préparer. Une assemblée générale a bien eu lieu mais elle n'a réuni que des militants et quelques personnes. De fait, les travailleuses l'ont boycottée.

Sur le fond de la non-participation, il faut ajouter une démobilisation assez grande suite à la non-prise en compte des aspirations des travailleuses concernant le problème du samedi.

En mai-juin de cette année, les travailleuses des CCP de Paris avaient décidé de se battre sur un cycle de six semaines de grève le samedi matin pour obtenir la réduction du temps de travail (suppression du samedi). FO ne se bat pas sur ce problème, la CGT avait refusé cette forme d'action mais cela ne l'a pas empêché d'organiser la grève du 2 octobre. La CFDT n'avait pas voulu l'organiser seule.

Toutes ces incohérences, ce manque de respect des travailleuses pèsent lourd sur leur moral et encouragent l'apathie. Les dirigeants syndicaux ont de très lourdes responsabilités.

La grève au centre de chèques postaux

CFDT pour le mardi matin sur les mots d'ordre « contre les menaces de licenciements - suppression du travail au rendement - 5e semaine de congés payés, retraite anticipée. »

Ils étaient mille à descendre à Lannion pour la défense de l'emploi, 90% des ateliers et des bureaux de la boîte. Mille personnes dans les rues de Lannion, c'est tout de même assez rare.

Les LTT bénéficient du soutien de la population et des autres boîtes. Tout le monde sait ici qu'à travers les menaces sur l'emploi à LMT, c'est toute l'économie du Trégor qui est menacée.

Il y a un mois une autre manifestation de mille personnes avait eu lieu à Plonaret pour la défense de la ligne du chemin de fer Lannion-Plouaren (qui ratrape le Paris-Brest).

Ces faits prouvent que la mobilisation est possible et qu'il faut la poursuivre.

Les gens commencent à avoir un sérieux ras le bol des querelles PC-PS. La moindre revendication ou le moindre mouvement de grève dans le coin est prétexte à un étalage de leur camelote.

Ce qui importe le plus aux travailleurs de Lannion, et ce à quoi travaillent les marxistes-léninistes, c'est l'unité à la base et dans l'action. Dans les rues pendant le défilé des LTT, on entendait des phrases comme « Déjà ils voulaient supprimer la ligne Lannion-Plonaret, si LTT licencie, c'est toute la zone qui est menacée. Il faudrait tous manifester, faire une opération ville-morte ». Des phrases qui veulent en dire long sur la volonté des travailleurs de ne pas payer la crise.

Correspondant HR Lannion.

Hôtel Suffren-la-Tour-Paris

« Suffren peut payer, Suffren doit payer »

La grève a démarré le 16 octobre. Depuis ce jour, le directeur n'a pas voulu nous entendre. Il a tout essayé pour briser la grève : le mépris (refus de négocier), la ruse, la démagogie (envoyer une lettre à chaque gréviste), la menace, la répression et finalement l'intimidation.

Il a engagé des vigiles musclés et a saisi la police en prêtant aux grévistes des intentions violentes.

Mais cela n'a pas découragé les travailleurs. Le tract CGT-CFDT-non-syndiqués du 27 octobre 1978, se conclut par « Suffren peut payer, Suffren doit payer ».

Thomson doit reculer Les travailleurs de LTT ne se laisseront pas faire

Depuis déjà quelques mois, on parlait de licenciements à la LTT de Lannion. Le PDG de Thomson (Philippe Giscard d'Estaing !) en visite dans la région l'avait annoncé ouvertement. Depuis deux mois, les ateliers tournaient au ralenti, on faisait même du travail inutile, comme remonter des circuits périmés qui étaient détruits sitôt finis. Bref, l'ambiance ne semblait pas trop combative à la LTT.

Les organisations syndicales CGT, CFDT étaient plutôt sur la défensive. On se laissait aller au pessimisme : « Ça ne bouge pas sur la zone, les gens ne sont pas combattifs ». Après une importante campagne d'affiches sur la ville le week-end, un appel à la grève était lancé par la CGT et la

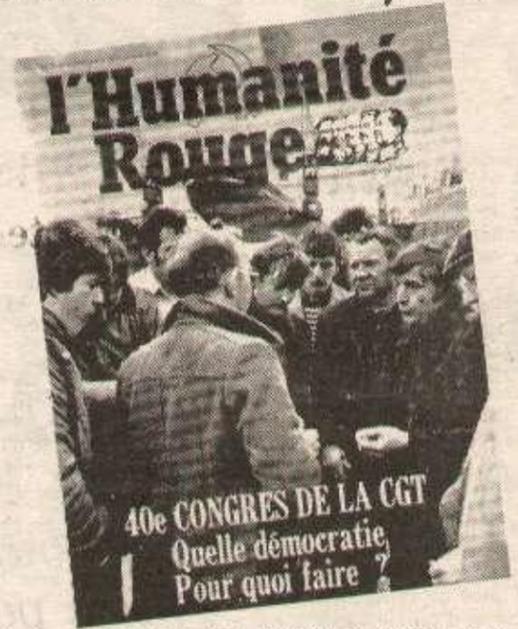
Rouen

Les éboueurs luttent aussi



Les éboueurs de la société Rimor de Rouen ont organisé une manifestation dans les rues de la ville lundi 30 octobre pour leurs revendications et manifester leur indignation après l'intervention des flics contre les grévistes qui occupaient l'incinérateur. Lecaquet, en bon libéral qu'il est, se refuse à rencontrer les grévistes tant que la grève persiste.

l'Humanité rouge bimensuelle est parue



Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

Passez vos commandes pour une diffusion massive



Le calendrier 1979 pour la souscription à l'Humanité rouge est disponible.

Nous demandons aux responsables concernés des régions et des sections qui ne l'auraient pas encore fait de faire parvenir rapidement leurs commandes - par téléphone si possible.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal (BP 61 75861 Paris C4dex 18 - CCP 30 226 72 D La Source). Joindre le règlement.

Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux) comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il est agréable et doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les 20 millions fin novembre, pour les 35 millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge.

Le prix est de 10 F.

Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

**Achetez et faites acheter
le calendrier 1979**

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesen
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

Chômage – licenciements

Refuser de payer la crise

IL ne se passe plus une seule journée sans que nous entendions parler de la crise capitaliste à la télévision, à la radio, dans la presse.

Cette réalité concrète n'est en effet que le reflet du développement de la concentration des monopoles capitalistes. De plus en plus, ils pratiquent une politique de restructuration dans le cadre de la concurrence acharnée que se livrent les monopoles capitalistes entre eux pour arracher des marchés aux quatre coins du monde. Toujours à la recherche du profit maximum, les capitalistes poussent à toujours plus de rendement avec le minimum d'ouvriers et leur nature d'exploiteur font que chaque jour ils prononcent des licenciements.

C'est ainsi que chaque jour le nombre de chômeurs augmente. L'armée de réserve des sans-travail atteint aujourd'hui dans notre pays 1 700 000 chômeurs !

Faire payer la crise aux travailleurs

La bourgeoisie capitaliste dans cette situation a plusieurs cordes à son violon – et ce n'est pas d'aujourd'hui – qu'elle utilise contre ceux qui ont un emploi, pour maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs le plus bas possible.

Le chômage, les licenciements, l'emploi seraient-ils devenus le souci de la bourgeoisie capitaliste ?

Celle-ci vit aisément et n'a guère à penser de quoi sera fait demain.

Pour permettre notre réflexion, voici quelques extraits de déclarations de ceux qui gouvernent le pays :

« L'objectif essentiel de la politique économique, a déclaré Giscard d'Estaing le 14 juin 1978, est d'assurer aux Françaises et aux Français le plein emploi de leurs capacités, de leur volonté de travail ».

Et cela se traduit par la suppression de 30 000 emplois dans la sidérurgie, pour permettre comme l'a dit Monory, ministre de l'Économie, à la sidérurgie d'« avoir un outil compétitif ».

C'est aussi l'envoi de 1 212 lettres de licenciements aux ouvriers des chantiers navals de la Ciotat. Et nous pourrions citer bien d'autres exemples y compris dans les petites entreprises.

Cette grave situation n'empêche nullement Barre de déclarer le 22 septembre 1978 : « Il y a en France beaucoup d'emplois mais ce sont souvent les demandeurs d'emplois qui ne sont pas adaptés à ces emplois ».

Nous pourrions, nous, dire à quoi et à qui sert donc l'accord sur la formation professionnelle qui date de 1969. La vérité est cependant beaucoup plus simple lorsque l'on jette un coup d'œil dans les annonces du marché du travail ou que l'on se rend dans les agences nationales pour l'emploi, dans les deux cas les offres d'emploi sont très très rares.

Mais alors, monsieur Barre, pourquoi votre supérieur hiérarchique a-t-il confié à monsieur Robert Fabre, un des leaders de la défunte union de la gauche, une enquête sur le chômage, une mission de six mois ?

Monsieur Boulin, ministre du Travail et de la Participation serait-il débordé ou en chômage ?

Que de paroles mensongères pour gagner du temps, tenter de

La bourgeoisie accentue sa pression pour faire payer la crise aux travailleurs. Face à cela les dirigeants de la « gauche » ont changé de tactique. Depuis leur échec aux élections ils emploient un langage plus dur. Cela ne suffit pas. Pour refuser de payer la crise les travailleurs doivent s'unir dans la lutte classe contre classe.



En juin 1978, Giscard d'Estaing déclarait : « L'objectif de la politique économique est d'assurer aux Françaises et aux Français le plein emploi de leur capacité, de leur volonté de travail ». En novembre 1978, 30 000 licenciements dans la sidérurgie !

berner l'opinion publique ! La sortie du tunnel n'est pas pour aujourd'hui pour la classe ouvrière à vous entendre, mais pour la classe des capitalistes c'est toujours une situation dorée.

Changement de tactique

Pendant ce temps, les « leaders » de la « gauche » divisés tempètent contre la politique Giscard-Barre. Ils ne sont nullement avertis de mots en cette période de recherche d'une clientèle, la violence verbale est d'actualité.

Et Marchais est inquiet car « Le gouvernement n'est pas décidé à s'engager dans la voie d'une politique nouvelle susceptible de combattre le chômage ». « Le chômage, répète-t-il sans cesse, n'est pas fatal ».

Comment peut-on penser que les possédants vont s'attaquer

à leur propre coffre-fort ? On ne peut oublier que le capitalisme c'est l'exploitation de l'homme par l'homme, la recherche du profit maximum.

Alors sa stratégie, c'est celle du 22e congrès, celle de l'union populaire, celle de l'union de la gauche, par des réformes démocratiques profondes...

Son ami de 1972, Mitterrand, garde aussi cette même stratégie lorsqu'il déclare : « Rien ne sera possible si l'on ne redonne pas un élan au puissant mouvement populaire hors duquel il n'y aura pas de changement ».

Si après chaque élection législative, la stratégie de la « gauche » ne change pas (elle n'a pas de stratégie de rechange) sa tactique par contre s'adapte à la situation politique du moment. Ainsi la période se situant entre la signature du Programme commun en 1972 et les élections législatives de mars 1978 se caractérisait par un contrôle de certaines luttes, par des

manifestations ayant comme mot d'ordre central « Unité, action, programme commun », par des discours où chaque « leader » de gauche cherchait à gagner les voix des travailleurs.

Mais d'actions réelles de luttes de classe il n'en était pas question. N'y avait-il pas une opposition acharnée à la coordination des luttes des travailleurs de Lip, Griffet, Câbles de Lyon etc. à les faire échouer ?

L'essentiel pour ces partis de « gauche » c'était bien de capter les voix des travailleurs pour leur chapelle, pour s'assurer le contrôle du pouvoir d'État.

Mais en septembre 1977, le tableau s'est terni, c'était la rupture, s'accusant mutuellement. Et c'est désunis qu'ils se présentaient devant le corps électoral.

Nous connaissons le résultat. D'un point de vue électoraliste le PS supplantait le PC. L'entente de dernière minute pour le deuxième tour n'empêchait nul-

lement l'échec de la « gauche ».

L'espérance d'une victoire faisait place à la désillusion.

Le Comité central du parti de Marchais tirait quelques enseignements pour adapter sa tactique. Le rapport de Claude Poperen fait à la session du Comité central du parti de Marchais fin avril 1978 donne l'orientation pour regagner les militants de base troublés, désorientés.

« Il s'agit, dit-il, pour les organisations du Parti de ne prendre aucun retard dans le soutien aux luttes légitimes des travailleurs... » « Engager les luttes pour des objectifs limités et réalistes... » « De prendre toujours mieux en compte la diversité des besoins et aspirations des travailleurs... » « Présents et actifs partout... y compris en apportant notre contribution à des luttes auxquelles nous avons jusqu'ici insuffisamment accordé d'attention ».

Cela correspond bien à un changement tactique, à un nouveau langage, bien différent de la période du Programme commun.

Et Marchais à la session du Comité central de son parti tenue fin septembre 1978 utilisant un passage du document du 22e congrès ne correspondant pas à la période actuelle s'en sortait de son mieux en rappelant qu'« il n'y a pas d'autres moyens de faire respecter les revendications immédiates, d'imposer les transformations profondes qui conduisent au socialisme, que la lutte ».

On s'en sort comme l'on peut car cette référence tirée du 22e congrès, s'appliquait à la politique du PCF en cas de victoire de la gauche.

Classe contre classe

Les communistes marxistes-léninistes pour leur part ont de tout temps défendus les justes luttes menées par la classe ouvrière.

Dans la brochure intitulée « Avec le parti marxiste-léniniste, pour l'unité de la classe ouvrière », il y est dit : « Pour mettre fin à cette politique de misère, d'exploitation, d'agression du système capitaliste, il est nécessaire de nous unir sur nos intérêts de classe ».

Un extrait du rapport politique fait à la deuxième conférence nationale ouvrière du Parti communiste marxiste-léniniste (PCMLF) de 1976 dit :

« Notre Parti œuvre et œuvrera sans répit pour l'unité de la classe ouvrière, composante de la reconstruction et la consolidation de sa force et garantie de l'inébranlabilité de sa victoire révolutionnaire ».

Son mot d'ordre « Classe contre classe » « que nous avons repris depuis 1971 » dit la brochure « est un mot d'ordre stratégique et tactique ».

Aujourd'hui de nombreux travailleurs se sont engagés dans de nombreuses luttes de classe pour leurs revendications immédiates. Ce combat de classe est le leur et ils veilleront à ce qu'il ne soit pas détourné de ses véritables objectifs.

A suivre
André Druésne